

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2017**

FN/RT

**OBJET : N° 5.1.2 – TECHNIQUE – SEBA EXPLOITATION -
GESTION EN REGIE – ACQUISITION, INSTALLATION, MAINTENANCE LOGICIEL
GESTION ABONNES, FACTURATION SERVICES EAU POTABLE ET
ASSAINISSEMENT-**

L'an deux mille dix-sept, le sept du mois de juin à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat.
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le SEBA a choisi, par délibération en date du 04 juillet 2016, de changer de mode d'exploitation de ses services d'eau potable et d'assainissement, en passant par une exploitation en régie à compter du 1er janvier 2018. Ces prestations étaient jusqu'alors assurées dans le cadre de deux délégations de service public confiées à la société Saur.

Afin d'assurer pleinement ces missions auprès de ses abonnés, le SEBA doit se doter d'un outil de gestion des abonnés et de la facturation des services d'eau potable et d'assainissement.

Ce choix du mode de gestion devrait mobiliser, suite aux premières discussions opérées avec le centre des finances publiques, une régie de recettes prolongée. Dans ce cadre, le recouvrement spontané des recettes serait réalisé par le SEBA avec, le cas échéant, une première relance avant passage en recouvrement par le comptable public.

Le logiciel recherché doit donc répondre à ce critère prépondérant de gestion des encaissements. Mais il doit aussi gérer l'ensemble des données relatives aux usagers, qu'ils soient pétitionnaires ou abonnés (gestion des abonnements, planification des interventions, réalisation des devis et facturation de toute nature, etc.) afin d'assurer une gestion complète des services.

Aussi, afin de répondre au souhait des élus concernant l'amélioration du service rendu aux usagers, il doit intégrer la mise en œuvre d'un site internet dédié, accessible par le portail internet de la collectivité, où les usagers pourront accéder directement à leurs contrats, consulter et payer leurs factures, solliciter des interventions, effectuer des demandes diverses et accéder aux documents contractuels (statuts, règlements de service, etc.).

Le logiciel doit enfin être compatible avec les différents outils utilisables, immédiatement ou ultérieurement, en phase d'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement (suivi des contentieux, cartographie, mobilité, maintenance, radio-relève, etc.), afin de s'assurer de sa pérennité quant aux évolutions pouvant être envisagées par le SEBA dans les années à venir.

Ce marché a donc pour objet :

- la fourniture et l'installation d'une solution logicielle évolutive de gestion des abonnés et de la facturation des services d'eau potable et d'assainissement,
- les prestations de service pour des opérations de migration-intégration de données, de développement spécifique et d'assistance au SEBA dans le cadre de ce dossier,
- la formation des utilisateurs aux différents outils mis en œuvre (logiciel, portail web, solution mobilité, etc.),
- les prestations de service pour l'accompagnement du SEBA à l'établissement de la première facturation et au suivi des encaissements, jusqu'au départ en contentieux,
- la maintenance et l'évolution de la solution logicielle, pour une durée de 6 ans,
- la construction du site internet dédié.

Les éléments de coûts ont été apportés en séance. Toutefois, celui-ci étant à priori inférieur à 418.000 €, il est proposé aux élus un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portés par une entité adjudicatrice et aux dispositions de la délibération du comité syndical n° 1.1 du 6 juin 2016.

Il est par ailleurs proposé de recourir si besoin à une phase de négociation, le président se faisant alors assister par les membres de la commission d'appel d'offres et de l'exécutif. Dans tous les cas, ne doit pas être oublié le temps de mise en œuvre du logiciel dans les délais impartis.

Les critères de sélection proposés sont les suivants :

- Valeur technique, au regard notamment de la fonctionnalité de l'outil proposé (réponse aux besoins de la collectivité) 60 %,
- Prix : 40 %.

Le bureau du syndicat est appelé à :

- adopter ces propositions,
- autoriser le président à lancer la consultation et à recourir si besoin à une phase de négociation,
- autoriser le président à retenir un prestataire pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des abonnés et de la facturation des services d'eau potable et d'assainissement, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et sur la base des critères de sélection susmentionnés, et à faire toutes les démarches nécessaires pour mener à bien cette consultation, dans la limite des crédits inscrits aux budgets 2017 au chapitre 20 et à l'article 2183.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL